

Vu l'avis n° 46.292/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La loi du 26 janvier 2009 modifiant le Code judiciaire concernant la continuité des entreprises et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} avril 2009.

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Gelet op het advies nr. 46.292/2 van de Raad van State, gegeven op 25 maart 2009 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De wet van 26 januari 2009 houdende wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de continuïteit van de ondernemingen en dit besluit treden in werking op 1 april 2009.

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2009 — 1189

[C — 2009/11134]

10 MARS 2009. — Loi portant modification de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnions ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 15/5^{quinquies} de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, inséré par la loi du 1^{er} juin 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15/5^{quinquies}. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 15/19, les dispositions du présent chapitre et l'arrêté royal du 8 juin 2007 relatif à la méthodologie pour déterminer le revenu total comprenant la marge équitable, à la structure tarifaire générale, aux principes de base en matière de tarifs, aux procédures, à la publication des tarifs, aux rapports annuels, à la comptabilité, à la maîtrise des coûts, aux écarts de revenu des gestionnaires et à la formule objective d'indexation visés par la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation, dans sa version publiée au *Moniteur belge* du 29 juin 2007, sont applicables aux tarifs de transit de gaz naturel et au gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel qui exerce une activité de transit, sous réserve des dérogations suivantes :

1° les tarifs sont applicables pour les durées fixées contractuellement entre le gestionnaire du réseau de transport et les utilisateurs de ce réseau;

2° afin de garantir la stabilité de prix à terme, la période régulatoire visée à l'article 15/5^{bis}, § 2, peut dépasser quatre ans;

3° la marge équitable pour le transit est déterminée conformément aux articles 4 à 8 de l'arrêté royal précité du 8 juin 2007, étant entendu que :

a) la valeur initiale de l'actif régulé de transit au 31 décembre 2007 est approuvée par la Commission sur proposition du gestionnaire, en prenant en compte toutes les installations de transport situées en Belgique et utilisées pour le transit;

b) le produit du coefficient beta et de la prime de risque, comme composante du taux de rendement R visé à l'article 6 de l'arrêté royal précité, est fixé à 7 %;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2009 — 1189

[C — 2009/11134]

10 MAART 2009. — Wet tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 15/5^{quinquies} van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, ingevoegd bij de wet van 1 juni 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 15/5^{quinquies}. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 15/19, zijn de bepalingen van dit hoofdstuk en het koninklijk besluit van 8 juni 2007 betreffende de methodologie voor het vaststellen van het totale inkomen dat de billijke marge bevat, betreffende de algemene tariefstructuur, de basisprincipes inzake tarieven, de procedures, de bekendmaking van de tarieven, de jaarverslagen, de boekhouding, de kostenbeheersing, betreffende de inkomensverschillen van de beheerders en de objectieve indexeringsformule bedoeld in de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen in de versie zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 29 juni 2007, van toepassing op de doorvoertarieven van aardgas en op de beheerder van het aardgasvervoersnet die een doorvoeractiviteit uitoefent, onder voorbehoud van de volgende afwijkingen :

1° de tarieven zijn van toepassing voor de duur die contractueel wordt vastgesteld tussen de beheerder van het vervoersnet en de gebruikers van dit net;

2° om de prijsstabiliteit op termijn te garanderen kan de regulatoire periode die wordt bedoeld in artikel 15/5^{bis}, § 2, langer zijn dan vier jaar;

3° de billijke marge voor de doorvoer wordt bepaald overeenkomstig de artikelen 4 tot 8 van het voormeld koninklijk besluit 8 juni 2007, met dien verstande dat :

a) de initiële waarde van het gereguleerd actief van de doorvoer op 31 december 2007 wordt op voorstel van de beheerder door de Commissie goedgekeurd, waarbij alle in België gelegen vervoersinstallaties die voor de doorvoer worden gebruikt in aanmerking worden genomen;

b) het product van de beta-coëfficiënt en de risicopremie, als component van het in artikel 6 van het voormelde koninklijk besluit bedoelde rendementspercentage R wordt bepaald op 7 %;

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prolonger la période régulatoire sur la base d'une révision importante du plan d'investissement du gestionnaire de réseau. La durée de cette période et sa révision éventuelle sont proposées par le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel, et soumis à l'approbation de la Commission avant le début de chaque période régulatoire.

Les tarifs de transit que la Commission détermine suivant les principes qui précèdent et à l'issue de la procédure prévue aux articles 16 à 19 de l'arrêté royal précité du 8 juin 2007, constituent les tarifs basés sur les coûts.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel donne accès, pour le transit, aux installations de transport existantes sur la base des tarifs déterminés en accord avec le § 1^{er} et conformément à la procédure prévue aux articles 16 à 19 de l'arrêté royal précité du 8 juin 2007.

Le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel donne accès, pour le transit, aux installations à réaliser, soit sur la base de tarifs déterminés en accord avec le § 1^{er} et conformément à la procédure prévue aux articles 16 à 19 de l'arrêté royal précité du 8 juin 2007, soit sur la base de tarifs fixés au moyen de modalités transparentes et non-discriminatoires faisant appel au marché, telles que des consultations de marché, à condition que ces modalités faisant appel au marché, y compris les revenus et les tarifs qui en découlent, aient été préalablement approuvées par la Commission.

Si l'application des modalités faisant appel au marché donnent des tarifs plus élevés que ceux déterminés en accord avec le § 1^{er} et conformément à la procédure prévue aux articles 16 à 19 de l'arrêté royal précité du 8 juin 2007, ces premiers tarifs sont d'application et ils sont publiés par le gestionnaire conformément à l'article 20, § 3, de l'arrêté royal précité du 8 juin 2007. Dans le cas contraire, ou dans le cas où aucune modalité faisant appel au marché n'a été mise en œuvre, les tarifs déterminés en accord avec le § 1^{er} et conformément à la procédure prévue aux articles 16 à 19 de l'arrêté royal précité du 8 juin 2007 sont applicables.

L'écart positif entre les revenus résultant de la clôture de l'appel au marché d'une part et les coûts approuvés comprenant la marge équitable, résultant des tarifs déterminés en accord avec le § 1^{er} et conformément à la procédure prévue aux articles 16 à 19 de l'arrêté royal précité du 8 juin 2007 d'autre part, est alloué, après approbation de la Commission, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres :

- a) aux tarifs pour l'utilisation du réseau de transport;
- b) à une réserve destinée au financement des installations à réaliser dans un délai approuvé par la Commission sur proposition du gestionnaire; dans le cas contraire, ce montant est alloué aux tarifs pour l'utilisation du réseau de transport.

Le solde est affecté à la discrétion des actionnaires du gestionnaire.

Les tarifs d'utilisation du réseau de transport prennent en compte préalablement l'allocation estimée de cet écart positif. La différence entre l'écart positif budgété et l'écart réalisé est corrigé par la suite.

§ 3. Si la durée contractuelle dépasse la durée de la période régulatoire, l'article 15/5^{onies}, alinéa 2, reste applicable.

§ 4. Les tarifs de transit, qu'il s'agisse des tarifs déterminés en accord avec le § 1^{er} et conformément à la procédure prévue aux articles 16 à 19 de l'arrêté royal précité du 8 juin 2007, ou, qu'il s'agisse des tarifs résultant de l'application de l'article 15/5^{bis}, § 3, ou de l'application de modalités faisant appel au marché, sont globalisés pour l'ensemble du territoire et tiennent compte de la distance parcourue. »

In het geval bedoeld in het eerste lid, 2^o, kan de Koning bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de regulatoire periode verlengen op basis van een belangrijke herziening van het investeringsplan van de netbeheerder. De duur van deze periode en de eventuele herziening ervan worden voorgesteld door de beheerder van het aardgasvervoersnet en ter goedkeuring voorgelegd aan de Commissie vóór de aanvang van elke regulatoire periode.

De doorvoertarieven die de Commissie bepaalt volgens de voorgaande principes en na afloop van de procedure waarin wordt voorzien in de artikelen 16 tot 19 van het voormelde koninklijk besluit van 8 juni 2007, vormen de op de kosten gebaseerde tarieven.

§ 2. De beheerder van het aardgasvervoersnet verleent toegang, voor de doorvoer, tot de bestaande vervoerinstallaties op basis van de tarieven die worden vastgesteld in overeenstemming met § 1 en overeenkomstig de procedure waarin wordt voorzien in de artikelen 16 tot 19 van het voormelde koninklijk besluit van 8 juni 2007.

De beheerder van het aardgasvervoersnet verleent toegang, voor de doorvoer, tot de te realiseren installaties, ofwel op basis van tarieven die worden vastgesteld in overeenstemming met § 1 en overeenkomstig de procedure waarin wordt voorzien in de artikelen 16 tot 19 van het voormelde koninklijk besluit van 8 juni 2007, ofwel op basis van tarieven die worden bepaald door middel van transparante en niet-discriminatoire marktgerichte regelingen, zoals marktconsultaties, op voorwaarde dat de marktgerichte regelingen, met inbegrip van de inkomsten en de tarieven die hieruit voortvloeien, vooraf werden goedgekeurd door de Commissie.

Ingeval de toepassing van de marktgerichte regelingen leidt tot hogere tarieven dan die welke worden vastgesteld in overeenstemming met § 1 en overeenkomstig de procedure waarin wordt voorzien in de artikelen 16 tot 19 van het voormelde koninklijk besluit van 8 juni 2007, zijn deze eerstgenoemde tarieven van toepassing en worden ze door de beheerder gepubliceerd, overeenkomstig artikel 20, § 3, van het voormelde koninklijk besluit van 8 juni 2007. In het tegenovergestelde geval of indien geen marktgerichte regeling in werking werd gesteld, zijn de tarieven die worden vastgesteld in overeenstemming met § 1 en overeenkomstig de procedure waarin wordt voorzien in de artikelen 16 tot 19 van het voormelde koninklijk besluit van 8 juni 2007 van toepassing.

Het positief verschil tussen de inkomsten, die voortvloeien uit de sluiting van de marktgerichte regeling enerzijds, en de goedgekeurde kosten met inbegrip van de billijke marge, die voortvloeien uit de tarieven welke worden vastgesteld in overeenstemming met § 1 en overeenkomstig de procedure waarin wordt voorzien in de artikelen 16 tot 19 van het voormelde koninklijk besluit van 8 juni 2007 anderzijds, wordt, na goedkeuring door de Commissie, bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, toegekend :

- a) aan de tarieven voor het gebruik van het vervoersnet;
- b) aan een reserve die bestemd is voor de financiering van de installaties die moeten worden gerealiseerd binnen een termijn welke op voorstel van de beheerder door de Commissie wordt goedgekeurd; in het tegenovergestelde geval wordt dit bedrag toegewezen aan de tarieven voor het gebruik van het vervoersnet.

Het saldo wordt toegewezen, naar keuze van de aandeelhouders van de beheerder.

De tarieven voor het gebruik van het vervoersnet houden vooraf rekening met de verwachte toewijzing van dit positief verschil. Het verschil tussen het gebudgetteerde positief verschil en het gerealiseerde verschil wordt achteraf bijgesteld.

§ 3. In geval de contractuele termijn de termijn van de regulatoire periode overschrijdt, blijft artikel 15/5^{onies}, tweede lid, van toepassing.

§ 4. De doorvoertarieven, of het de tarieven betreft die worden vastgesteld in overeenstemming met § 1 en overeenkomstig de procedure waarin wordt voorzien in de artikelen 16 tot 19 van het voormelde koninklijk besluit van 8 juni 2007 of de tarieven betreft die voortvloeien uit de toepassing van artikel 15/5^{bis}, § 3, of uit de toepassing van de marktgerichte regelingen, worden globaliseerd voor het gehele grondgebied en houden rekening met de afgelegde afstand. »

Art. 3. L'article 15/19 de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juin 2005, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'alinéa 1^{er} est interprété en ce sens qu'il s'applique aux contrats portant sur le transit de gaz naturel conclus avant le 1^{er} juillet 2004 entre :

1° d'une part, la société anonyme Fluxys, la société anonyme Distrigaz ou une filiale de l'une de ces sociétés, qui était spécialisée dans la commercialisation des capacités de transit et l'exécution des services de transport y afférents, et

2° d'autre part, des affréteurs ayant la qualité soit d'entité responsable d'un grand réseau de gaz naturel à haute pression, soit d'entité responsable d'importations et d'exportations du gaz naturel au sens de l'article 3 (1) de la directive 91/296/CEE du Conseil du 31 mai 1991 relative au transit de gaz naturel sur les grands réseaux. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Climat et de l'Energie,
P. MAGNETTE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice
S. DE CLERCK

Art. 3. Artikel 15/19 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juni 2005, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Het eerste lid wordt aldus uitgelegd dat het van toepassing is op de contracten voor de doorvoer van aardgas die vóór 1 juli 2004 zijn gesloten tussen :

1° enerzijds, de naamloze vennootschap Fluxys, de naamloze vennootschap Distrigas of een dochtervennootschap van één van deze vennootschappen, die gespecialiseerd was in de commercialisering van doorvoercapaciteit en de uitvoering van de hieraan verbonden vervoerdiensten, en

2° anderzijds, bevrachters die de hoedanigheid hebben hetzij van entiteit verantwoordelijk voor een groot hogedrukgasleidingnet, hetzij van entiteit verantwoordelijk voor in- en uitvoer van aardgas in de zin van artikel 3 (1) van richtlijn 91/296/EEG van de Raad van 31 mei 1991 betreffende de doorvoer van aardgas via de hoofdnetten. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekend gemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Klimaat en Energie,
P. MAGNETTE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

N. 2009 — 1190

[C — 2009/35279]

20 MAART 2009. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 1 maart 2002 houdende de hervorming van het stelsel van de aanmoedigingspremies in de privésector

De Vlaamse Regering,

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 1 maart 2002 houdende de hervorming van het stelsel van de aanmoedigingspremies in de privésector, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse Regering van 20 juni 2003, 25 maart 2005 en 19 december 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 maart 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat in het kader van de economische laagconjunctuur dringend aanvullende maatregelen genomen moeten worden voor ondernemingen om de crisisperiode te overbruggen;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Werk, Onderwijs en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 5 van het besluit van de Vlaamse Regering van 1 maart 2002 houdende hervorming van het stelsel van de aanmoedigingspremies in de privésector, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. De aanmoedigingspremies als bedoeld in de artikelen 6, 10, 13, 17, 18 en 19 van dit besluit kunnen slechts worden toegekend binnen de daartoe voorziene begrotingskredieten. »;

2° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt :

« § 2. De alleenstaande ontvangt boven op de aanmoedigingspremie als vermeld in de artikelen 6, 10, 17, § 1, tweede lid, § 2, tweede lid, 18 en 19 een aanvullende premie van 43,35 euro. »

Art. 2. In artikel 14 van hetzelfde besluit wordt in het eerste gedachtestreepje een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt :

« - Daarnaast wordt er een plan opgemaakt dat werd goedgekeurd door de ondernemingsraad of bij gebrek daaraan, door de vakbondsafvaardiging of bij gebrek daaraan, door het comité voor preventie en bescherming op het werk, of bij gebrek daaraan, dat werd opgenomen in het arbeidsreglement.